



# FRANCE

## CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

### Réunion spéciale Sur la crise alimentaire mondiale

**Intervention prononcée par Mme Rama Yade,  
Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Affaires étrangères,  
chargée des Affaires étrangères et des droits de l'Homme.**

**New York, le 20 mai 2008**

(Vérifier au prononcé)

Mesdames et Messieurs,

La sécurité alimentaire est aujourd'hui un défi mondial qui ne touche pas que les pays dans lesquels se déroulent aujourd'hui des émeutes de la faim.

Au-delà de notre nécessaire solidarité dans l'urgence, ce phénomène appelle une réponse coordonnée et cohérente sur le long terme de la part de l'ensemble de la communauté internationale.

C'est un devoir à l'égard des centaines de millions de personnes dans le monde qui sont aujourd'hui menacées par la faim, ou qui risquent de l'être demain.

C'est une exigence absolue pour contrer cette catastrophe humanitaire qui porte en elle les germes de crises sociales et politiques et qui constitue un enjeu de sécurité majeur pour notre planète.

Il s'agit bien là de remplir le 1<sup>er</sup> objectif du millénaire pour le développement qui vise à réduire l'extrême pauvreté et la faim dans le monde de moitié d'ici 2015, et de remettre l'agriculture et son développement au cœur des préoccupations nationales et internationales.

Nous le savons, nous sommes confrontés à une crise conjoncturelle et structurelle, qui ne doit pas nous laisser espérer un retour rapide des prix à leur niveau antérieur.

Mais au nombre des causes que l'on peut recenser, l'une d'entre elles retient particulièrement l'attention : le délaissement des investissements dans le secteur agricole. Depuis des années, les grandes puissances et les organisations internationales ont en effet déserté le secteur pourtant vital du développement agricole.

Quant aux divers instruments qui existent, on ne peut que déplorer leur inadaptation pour apporter une réponse pertinente, ainsi que leur insuffisante coordination.

Nous devons donc tous nous mobiliser pour permettre une **redynamisation de la production et de la transformation des produits agricoles**, afin que l'ensemble de la population mondiale puisse se nourrir de manière satisfaisante. Dans notre monde en évolution, et sous peine de pénaliser les générations futures, il faudra s'engager dans cette voie tout en respectant notre environnement et en tenant compte des changements climatiques.

Un effort important en matière d'investissement, de coordination et de recherche sera ainsi nécessaire. La France, riche de son expertise en matière agricole, est particulièrement sensible à cet enjeu, et souhaite jouer un rôle actif dans ce processus.

**Dans un premier temps**, pour répondre à l'urgence, la France, comme d'autres pays, a décidé de **doubler son budget d'aide alimentaire** pour permettre aux agences des Nations Unies, aux ONG et aux Etats touchés par cette crise de faire face à la situation.

**Mais**, pour permettre de résoudre de manière durable la crise alimentaire, la France estime nécessaire que soit mis en place un **Partenariat Mondial pour l'Agriculture et l'Alimentation**, qui viserait à mobiliser la communauté internationale et l'ensemble des acteurs du développement agricole et de l'aide alimentaire.

Ce partenariat doit regrouper toutes les acteurs concernés : l'ONU, la Banque Mondiale, le FMI et les organisations économiques internationales (OCDE, OMC), les banques régionales et les fonds et agences bilatérales de développement, les organisations régionales, les investisseurs institutionnels, les centres de recherches nationaux et internationaux, et les ONG.

Il doit permettre d'établir le **diagnostic** sur les causes de la crise actuelle, de proposer les **mesures nécessaires** à court, à moyen et à long terme pour en sortir, de **garantir une stratégie** coordonnée et efficace et d'en assurer le financement, enfin **d'aider les instruments** de la communauté internationale à **s'adapter**, dans leur mandat et leur fonctionnement, aux défis de la sécurité alimentaire.

Ce partenariat pourrait se construire autour de l'équipe spéciale des Nations Unies sur la sécurité alimentaire, dont la mise en place a été décidée par M. Ban Ki-Moon.

Nous devons nous servir des organisations dont nous disposons déjà au sein des Nations Unies, en particulier les **trois agences romaines**, le FAO, le Fonds International du Développement Agricole (FIDA) et le PAM, en les aidant et les soutenant dans les processus de réforme et de réorientation stratégique qu'elles ont entamé. Il faut leur permettre de devenir **plus efficaces**, en se recentrant sur leur cœur de métier. Elles doivent être fortement incitées à développer une plus grande coopération entre elles, afin d'obtenir une meilleure synergie dans les résultats.

C'est un thème important depuis longtemps pour la France, qui est d'ailleurs à l'origine d'un forum de réflexion entre les pays membres sur ce sujet à Rome.

Nous devons **également** fournir un **important effort** dans le **domaine de la recherche**, en nous mobilisant sur les moyens d'obtenir des gains de productivité agricole importants, adaptés aux changements climatiques et soucieux de la préservation de l'environnement et de la biodiversité.

**Enfin**, nous devons réinvestir de nouveau, et de façon importante, dans le développement agricole :

- Au travers d'un réengagement de long terme des institutions financières du développement, qu'elles soient internationales ou nationales, dans le secteur de l'agriculture ;
- Par la mobilisation de l'épargne mondiale : à ce titre, la France explore les possibilités de mobiliser les fonds souverains en les incitant à investir dans l'agriculture et les industries de transformation agricoles ;
- Enfin, en trouvant des ressources nouvelles et pérennes, à travers une réflexion sur des mécanismes de financement innovants.

Le financement de cette politique mondiale pourrait être assurée soit par des institutions déjà existantes, comme le FIDA, soit grâce à un fonds mondial qui serait créé à cet effet, mais qui travaillerait avec les institutions concernées.

La lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire sont comme on le voit un énorme défi pour la communauté internationale.

Nous ne pourrions y répondre de manière efficace qu'en nous mobilisant tous et en mettant en place une stratégie coordonnée au niveau mondial.

Tel est le but de ce Partenariat mondial à la mise en place et au fonctionnement duquel la France souhaite participer activement.

Je vous remercie./.